

Activity Appraisal Document ODA

€ 1.000.000 or more

I REQUESTED DECISION CONCERNS

Explanation of the policy data can be found in the [ODA Policy Data Guide](#).

For the highlighted subjects in table below the de [ODA Policy Data Guide](#) gives further explanation .

Application number	4000002979
Short name application	Jeunes Leaders et Santé Reproductive des Jeunes & Adolescents-es
Long name application	Jeunes Leaders pour une Meilleure Santé Reproductive des Adolescents-es et des jeunes (filles et garçons) au Mali
Description application	Promouvoir l'émergence de jeunes leaders capables de jouer un rôle significatif dans la mobilisation sociale et l'information des jeunes et adolescents et de participer aux prises de décisions concernant leur droits reproductifs et sexuels.
Budget holder	BAM
Number business partner	30067508
Implementing organisation(s)	Alliance CAEB-CORDAID
<u>Legal relationship</u>	Contribution
<u>Commitment</u> in foreign currency (if applicable)	5 838 017 300 FCFA
Corporate rate	0,00152449
<u>Commitment</u> in euros	8.900.000
Funds centre	1703U01040003
Activity start date	01-10-2019
Activity end date	30-09-2024
Contract start date	01-10-2019
Contract end date	30-09-2024
Has an evaluation been planned?	Yes, mandatory (see decisiontree in 5.3.6.)

<u>Aid modality</u>	Other aid		
<u>Donor role</u>	Single donor		
<u>Technical assistance</u>	10<TA<25 Between 10% and 25% of the activity budget		
<u>Beneficiary's country/region</u>	Mali		
Countries within the region (if applicable)	Mali		
Location within the country (be as specific as possible)	District	Name location(s)	Ségou, Mopti, Kayes et Koulikoro
<u>CRS Code</u>	13030 Family Planning		
<u>Policy marker weight is 'principal' (no minimum or maximum amount)</u>	RepRcht Reproductive and Sexual Rights RepGZ Reproductive HealthCare		
<u>Policy marker weight is 'significant' (no minimum or maximum amount)</u>	KndStrf Reduction Neonatal and Child Mortality GikhMV Gender Equality		
<u>Special pledges made by the Minister or State Secretary / and/ or special marks regarding sensitive information</u>	N/A		

II. ACTIVITY APPRAISAL

2.1 Contribution made by the activity to BZ policy objectives (policy relevance)

2.1.1 Description policy relevance

Cette nouvelle proposition dénommée Jeunes leaders Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes (JL-SRAJ) vise une participation plus significative des jeunes de moins 25 ans dans la promotion des droits reproductifs et sexuels en vue d'améliorer la santé sexuelle et reproduction. Conçue sur la base du principe -Par les Jeunes et Pour les Jeunes ; elle a pour but la capacitation de jeunes (filles et garçons) par l'acquisition de connaissances et de compétences de vie courante pour prendre les meilleures décisions concernant leur santé reproductive et pouvoir jouir pleinement de leurs droits reproductifs et sexuels.

Elle s'inscrit dans les orientations politiques des Pays Bas et la Théorie de Changement du plan stratégique (MLS) 2019 – 2022, qui mettent - **les jeunes, en particulier les filles comme une cible prioritaire de tous les secteurs stratégiques de la politique de développement de la coopération néerlandaise au Sahel.**

Plus spécifiquement, elle s'inscrit dans l'objectif 3.7 des ODD (Objectifs de Développement Durable) à savoir : l'accès de tous et tout âge à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris les services de planification familiale, d'information et d'éducation.

Elle s'inscrit explicitement dans le HGIS et contribue au résultat thématique comme suit :

HGIS 7

SDG 3

Results	MACS Policy Objectives	MACS result indicators	Program's contribution
Area 1: Better information and greater freedom of choice for young people about their sexuality	-Promote active and meaningful involvement of young people in policy- and decision-making	14 000 of youth taking a lead role in the promotion of family planning	5000 jeunes leaders participent activement à la promotion de la PF et aux décisions sur les droits sexuels et reproductifs
	-Promote comprehensive sexuality education that reaches all young people and adolescents (in and out of school)	2 700 000 of young people reached with comprehensive, correct information on sexuality, Hiv/Aids, pregnancy and contraception	1.000.000 adolescents et jeunes disposent d'informations correctes sur la SR/PF (droits sexuels, VIH/Sida, grossesses et mariages précoces, MGF)
	-Boost access to and use of youth-friendly SRHR and HIV/AIDS services	720 000 of additional women and girls using modern contraception	200.000 filles de 15 à 24 ans utilisent les méthodes contraceptives modernes
	-Prevent and halt all forms of harmful practices against children and adolescents, including child marriage and FGM/C	1600 communities abandoning FGM 1600 communities abandoning Child marriage	Au moins 1000 villages ont abandonné les MGF et le mariage précoce

Concernant **les politiques nationales maliennes**, le programme JL-SRAJ, contribue à la réalisation de l'accélération de la capture du dividende démographique au Mali qui met un focus central sur un investissement massif dans la jeunesse à travers, les piliers 03 (la santé et le bien-être des

jeunes) et 04 (portant sur la gouvernance/leadership et participation communautaire) de la feuille de route nationale sur le Dividende Démographique. Il s'inscrit aussi parfaitement dans le nouveau PANB 2019-2023 (Plan d'Action National Budgétisé) issu du Partenariat de Ouagadougou pour le repositionnement de la planification familiale.

2.1.2 Appraisal

No.	Criteria 2.1 Policy relevance	Indicators (score 0, 1, 2)	Score	EXPLANATION/ REFERENCES
2.1.1	The proposed intervention ties in with the operational objectives in the Explanatory Memorandum and the related policy memorandum (policy theory and in-tervention logic).	<input type="checkbox"/> <p>The proposed intervention ties in with both the main objective and the secondary objectives .</p>	2	Le projet contribue à l'employabilité des jeunes en renforçant leur capacité de mobilisation et d'investissement des ressources locales. Ce qui contribue à leur autonomisation, la réduction de la migration et d'éventuels enrôlements par les groupes extrémistes.
2.1.2	The proposed intervention ties in with the ODA priorities	<input type="checkbox"/> <p>The proposed intervention ties in with more than one of the result areas of the BH&OS priorities.</p>	2	L'activité contribue à la réalisation de l'objectif 1 de HGIS7 : Meilleure Information et plus grande liberté de choix pour aux jeunes concernant leur sexualité (MLS p.33)
2.1.3	The proposed intervention ties in with the annual plan and the result chain of the MIB/MASP	<input type="checkbox"/> <p>The intervention is specifically mentioned in the result chain of the MIB/MASP.</p>	2	JL-SARJ contribue à 4 indicateurs du MLS (réf. Point 2.1.1 du présent Bémopage précédente)

2.1.4	The relevance of the proposed intervention to the crosscutting themes of women's rights and gender equality / climate / PSD / coherence and strengthening of civil society organisations	<input type="checkbox"/> <p>The proposed intervention is relevant to more than one of the crosscutting themes.</p>	2	Droits des jeunes en général, ceux des filles en particulier – égalité des sexes – renforcement de la société (exécution par les Ong, implication des acteurs locaux – associations de jeunes- communicateurs traditionnels, radio)
Total score (maximum 8 out of 8 points)			8	

2.2 Problem analysis and lessons learned

2.2.1 Description

Le programme Jeunes Leaders Santé de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes intervient dans le contexte national résumé comme suit :

➤ Sur le plan socio-économique et démographique

Selon les données de l'Instat en 2017, la population malienne serait estimée à 18 876 001 dont 49% hommes et 51% femmes. La population rurale représente 73,2% et celle urbaine 26,8%. La population jeune de moins de 20 ans représente 53,4%. Les jeunes entre 10 et 24 ans représentent 33,7 % de la population (Annuaire statistique du Mali 2014).

Malgré quelque progrès de la croissance économique (environ 5% PIB/an de 2015 au 2019), l'explosion démographique demeure sans équivoque un des principaux facteurs entravant l'émergence économique du pays. En effet, avec la rareté des ressources et moyens de production, ajoutée aux capacités faibles des pouvoirs publics à satisfaire les besoins sociaux de base des populations, la maîtrise de l'explosion démographique devient une priorité.

➤ Sur le plan socio sanitaire des jeunes et adolescents-es

La prévalence des infections sexuellement transmissibles, particulièrement élevée chez les jeunes est en rapport avec la sexualité précoce et non protégée ainsi que la multiplication des partenaires. Selon les données de l'enquête MICS 2015 : 76,4% des filles de 0-14 ans ont subi les MGF/Excision. Le pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui identifient correctement les moyens de prévenir la transmission sexuelle du SIDA est respectivement 19,1% et 32,3% pour les filles et les garçons.

Spécifiquement parlant des problématiques de santé des jeunes, on retient que les indicateurs y afférents sont très faibles.

Indicateurs (Source EDS VI)	%
Fécondité au niveau des adolescents	

Taux de fécondité	
▪ (15-19 ans)	164/1000
▪ 20-24 ans)	278/1000
Indice de Fécondité des femmes de 15-49 ans	6,3
Planification familiale - Prévalence utilisation méthodes modernes	
• 35- 39 ans	20%
• 15-19 ans (adolescentes)	9%
• Villes et Bamako	20-22%
• Milieu rural	15%
Prévalence contraceptive 15-19 ans <i>NB: les jeunes femmes de 15-19 ans constituent les groupes à risques en matière de fécondité</i>	9%
Besoins en planification familiale non satisfaits	
▪ 15-19 ans	19,8%
▪ 20-24 ans	21,8%
% de jeunes n'ayant pas fait un test VIH	
▪ 15-19 ans	91,5%
▪ 20-24 ans	79,5%

➤ **Sur le plan de la santé de la reproduction, du genre et des droits reproductifs et sexuels**

Selon une étude de l'UNFPA en 2017, le contexte de la crise politique et sécuritaire que traverse le Mali depuis 2012, est aujourd'hui déterminant pour comprendre les enjeux actuels de la santé et des droits sexuels et reproductive des jeunes et adolescents au Mali'. En effet, en plus de la promulgation du nouveau Code des Personnes et de la Famille en 2009 (rétrograde), la crise est venue perpétuer le cycle de violences basées sur le genre, des viols et autres violations graves sur les filles et les femmes. Le Mali a ratifié presque tous les instruments juridiques internationaux en faveur de la promotion et la défense des droits des femmes et des filles (CEDEF, protocole de Maputo en 2003 adressant dans les articles : 2- l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 5- l'arrêt des mutilations génitales féminines, 15- la santé, y inclus la santé de la reproduction). Cependant, les dispositions juridiques d'harmonisation de ces textes avec les lois maliennes n'ont pas été prises.

Une politique cadre de développement de la jeunesse adoptée par le Gouvernement du Mali en Janvier 2012, met en exergue les problèmes des jeunes. Ces problèmes sont multiformes, complexes et multidimensionnels et leur résolution implique plusieurs secteurs de développement (éducation, santé, emploi, culture, sport, services socio-éducatifs et autres). Ce qui fait de la jeunesse un groupe cible transversal. Malgré les efforts consentis par l'Etat et ses partenaires, force est de reconnaître, que, peu d'actions sont entreprises en faveur de l'amélioration du pouvoir économique et l'autonomisation des jeunes.

En effet, l'adolescent ou le jeune, qu'il soit du milieu urbain ou rural a peu accès aux ressources pour subvenir à ses besoins primaires et manque quasiment de perspectives socio-économiques. Désœuvrés et parfois instrumentalisés pour des fins politiques avec l'espoir d'avoir des perspectives meilleures, les jeunes finissent souvent par se retrouver dans l'impasse et deviennent une proie pour les milieux extrémistes et djihadistes violents, de délinquance et de vices de toutes formes (alcool, tabagisme, prostitution, criminalité...).

Spécifiquement, le programme JL-SRAJ adresse 3 problèmes majeures à savoir :

1. La faible et incomplète information des adolescents et jeunes dans le domaine de la santé de la reproduction et des droits sexuels et reproductifs

Les constats ont prouvé à suffisance le faible accès des adolescent/es et des jeunes aux informations correctes sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Ils sont exposés à plusieurs

sources d'information et de valeurs différentes (parents, enseignants, médias et pairs). Ils sont, de ce fait, fréquemment confrontés à des valeurs différentes avec des difficultés de discernement dans les prises de décisions au moment où ils commencent leur vie sexuelle.

Avec les avancées technologiques en matière de communication (téléphones portables, l'internet, chaînes de télévision étrangères...), on se trouve désormais dans un monde de communication fascinant et favorisant l'accessibilité à l'information. Selon le rapport 2017 de l'UNFPA "Santé et droit sexuels et de la procréation des adolescentes au Mali : " *des espaces sécurisés et bienveillants ont été créés pour les jeunes. Des pages Facebook « Génération PF », « Apprendre à vivre Mali » ou d'associations comme l'AJCAD sont facilement consultables par les jeunes*".

Ces sources d'information ont le mérite d'être moins contraignantes et sans jugement. Mais les informations véhiculées au Mali sur la santé de la reproduction à travers ces réseaux sont focalisées sur les thématiques socialement acceptées comme la prévention des IST/Vih-Sida, l'espacement des naissances qui est préféré au choix de la fille ou de la femme à disposer de son corps, au choix du couple à limiter le nombre d'enfants-réduction de la natalité... Les sujets comme les violences sexuelles, le viol, le Genre ... restent peu ou pas du tout abordés. Ce qui fait que les adolescents/es et les jeunes acquièrent des connaissances superficielles et incomplètes.

Il est reconnu que l'éducation (formelle et non formelle) peut retarder l'entrée dans la vie féconde. Les adolescents et les jeunes non scolarisés, sans travail, pour occuper leur temps courent souvent des risques trop élevés de se livrer à une activité sexuelle non protégée.

Malheureusement, les programmes scolaires sont faibles sur ces questions. L'arrêt prématuré du programme Education Sexuelle Complète (ESC) en janvier 2019, laisse un grand vide à combler sur ces questions. Malgré les efforts de l'Etat, le taux brut de scolarisation reste toujours à améliorer dans les régions d'intervention du programme (selon l'annuaire statistique 2016-source CPS/Education) : Kayes (75,6% dont 67,7 filles et 83,6 garçons), Koulikoro (80,9% -72,4 filles – 89,7% garçons). Il est encore plus faible à Ségou (57,1% -51% filles – 63,4% garçons) et Mopti (54,5% - filles 54,1% et 54,9% garçons) à cause de la crise que traverse le pays depuis 2012. En effet, depuis 2012 par la crise sécuritaire ayant entraîné la fermeture de plus de 1000 écoles par les groupes terroristes dans le centre, le nord et le sahel Occidental (*Rapport de l'incidence de la crise sécuritaire sur le système éducatif au Mali- Coalition Education pour Tous année 2016*).

Ce qui fait qu'une masse importante de jeunes et adolescents (filles et garçons) sont déscolarisés au sein des communautés et ont des besoins pressants d'information par des voies plus adaptées.

JL-SRAJ ambitionne de toucher le maximum de jeunes et adolescents (filles et garçons) par les informations correctes et bien fournies sur la santé sexuelle et reproductive par la mise en place de mécanismes appropriés de communication, d'éducation et d'informations dans les régions de Ségou, Mopti, Kayes et Koulikoro. Ce programme concerne spécifiquement les jeunes au niveau communautaire de 10 à 24 ans. Un autre programme visant le milieu scolaire et les adolescent-es de 15-19 ans est en phase de conception avec Save The Children viendra compléter et renforcer les résultats prévus dans le MLS 2019-2022

Il s'agira d'instaurer un cadre plus approprié et innovant pour la pair-éducation, voué à impulser un leadership fort des jeunes comme principaux acteurs et vecteurs de transmission de l'information, porteurs de plaidoyer et du dialogue social autour des thématiques liées à la SSRAJ. Mais aussi, de le amener à développer et inculquer des valeurs sociétales respectueuses des droits et principes d'égalité et d'équité du Genre.

2. Le faible accès des adolescents et jeunes aux services de santé de la reproduction adaptés à leurs besoins

Malgré que la plupart des plans et programmes nationaux au Mali, comportent des points stratégiques spécifiques visant l'amélioration de la santé de la reproduction et le respect des droits reproductifs et sexuels des adolescentes et des jeunes, **le constat est que les offres de services conviviaux, adaptés à leurs besoins restent encore très faibles**. La mauvaise organisation des services de SR/PF : rupture de stocks de produits contraceptifs, faible coordination des interventions, inaccessibilité géographique Les barrières sociales et culturelles : coûts pour les jeunes, peur d'être indexé-jugements et mauvais accueil dans les services socio-sanitaires sont des facteurs qui accentuent le manque de confiance en soi et la vulnérabilité des jeunes et des adolescents).

Les adolescentes et surtout les jeunes filles sont les principales victimes d'un système qui leur offre très peu d'opportunité d'épanouissement. L'inaccessibilité aux services SR/PF les expose aux grossesses non désirées qui se soldent très souvent par l'abandon scolaire et les contraind au mariage précoce réduisant ainsi leur potentiel de productivité.

JL-SARJ propose de contribuer à l'amélioration de l'accès des jeunes et des adolescents aux services SR-PF de qualité adaptés à leurs besoins en mettant en place des mécanismes favorisant, mécanismes auxquels les jeunes eux-mêmes contribueront.

- 3. la faible capacité et le manque de compétences adéquates des jeunes, limitant leur force d'influence et de proposition pour le changement des normes sociales en faveur du respect de leurs droits reproductifs et sexuels dans un environnement socio-culture, juridique et institution peu ou pas favorable**

JL-SRAJ entend renforcer les compétences et aptitudes des jeunes pour un plus grand leadership dans la promotion de la SRAJ et dans les processus de prise de décisions. Il s'agira de mettre en place un cadre organisationnel de base des jeunes autour de l'épargne (EPC- Epargner pour le Changement).

Ce cadre composés de petits groupes actifs de jeunes (filles et garçons) sera le socle du programme (voir aussi : Théorie de changement). Des jeunes leaders identifiés au sein de ses groupes seront pour formés, encadrés et coacher à développer et mettre en œuvre des initiatives innovantes dans le domaine de la SRAJ.

2.2.2 Appraisal

No.	Criteria 2.2 Contextual analysis	Indicators (score 0,1,2)	Score	EXPLANATION/ REFERENCES
2.2.1	The proposal is based on a careful and thorough contextual analysis, from which a logical problem definition and objective are generated.	<input type="checkbox"/> <p>The proposal is based on a careful and thorough analysis and results in a logical problem definition and objective.</p>	2	Les indicateurs pertinents nationaux de santé et droits sexuels des jeunes et adolescents (EDS V, MICS) et les enjeux et défis démographiques tirés des politiques nationales sous-tendent ce programme
2.2.2	Based on the problem formulated, the proposal explains in a logical manner why the intervention is aimed at the specified geographical location.	<input type="checkbox"/> <p>The proposal gives a realistic explanation of why the intervention is aimed at the specified geographical location and substantiates this with examples.</p>	2	Les zones d'intervention sont bien définies et leurs choix se justifient par l'ampleur des besoins et des problématiques adressées par le programme.
2.2.3	The proposal justifies the choice of target group .	<input type="checkbox"/> <p>The proposal clearly justifies the choice of target group.</p>	2	Les cibles sont bien précisées (jeunes de 10 à 24 ans) du niveau communautaire et leur choix se justifie à suffisance (vulnérabilité, poids démographique, déscolarisation....)
2.2.4	The proposal sets out which relevant actors were involved in formulating the proposal and what influence they had on the con-	<input type="checkbox"/> <p>The proposal sets out the involvement of actors, both in formulating the proposal and in the proposed intervention (including its management).</p>	2	La proposition explique l'implication et les rôles que les acteurs auront à jouer dans le

	tent of the proposal.			programme (p. 60-61 de la proposition. L'ancrage opérationnel est au niveau des collectivités locales. La démarche prévoit la présentation de programme aux acteurs pour leur adhésion.
2.2.5	A stakeholder analysis (incl. women and youth) has been carried out and the results incorporated in the proposal.	<input type="checkbox"/> <p>The proposal sets out who has a stake in the programme/project but their relative interests are not set out in detail.</p>	1	Les parties prenantes sont bien précisées. Leurs intérêts sont implicitement pris en compte puisque à chaque partie prenante est confié un rôle en fonction de ses besoins ou de ses attributions régaliennes donc de sa raison d'être.
2.2.6	The proposal describes how the results of evaluations and/or studies feed into formulation of the proposal.	<input type="checkbox"/> <p>The proposal clearly sets out how results from evaluations and/or studies contributed to formulation of the proposal.</p>	2	La proposition réfère aux éléments d'analyse d'évaluation de programme implémenté par CAEB et CORDAID (ie : étude de base et qualitative Debbo Alafia, Jeunesse S3) mais aussi d'autres études comme étude UNFPA sur la SSRAJ 2017) et explique comment certains acquis de ces interventions seront mis à pro-

				fit dans la mise en œuvre.
Total score (maximum 12 out of 12 points)			11	

2.3 Objectives (outcomes), results (outputs), activities and resources, based on the SMART principle

2.3.1 Description

Objectif général:

Le programme JL/SRAJ se veut un outil d'accélération de la capture du dividende démographique du Mali conformément aux options politiques et stratégiques du Mali à travers un investissement conséquent dans la santé de la reproduction et droits sexuels et reproductifs des jeunes et adolescents. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration des indicateurs de santé en général et ceux de la SSRAJ en particulier par une meilleure information et une plus grande liberté de choix concernant leur santé reproductive et sexuelle.

Pour ce faire, il entend promouvoir une participation significative et plus active des jeunes en contribuant à l'émergence d'une masse critique de jeunes leaders capables de jouer un rôle important dans la mobilisation sociale, dans la vulgarisation de l'information pertinente de leurs pairs sur les questions de SRAJ, de développement de leurs capacités, et de leur participation aux processus de prises de décisions concernant la santé de la reproduction dans les différentes zones d'intervention.

Objectifs spécifiques (OS) :

- **OS1** : Toucher au moins 1 000 000 de jeunes et adolescents (filles et garçons) par les informations saines et appropriées en matière de santé de la reproduction d'ici à fin 2024 dans les régions de Mopti, Ségou, Kayes et Koulikoro.
- **OS2** : Favoriser l'accès aux services complets et conviviaux adaptés aux besoins des adolescents et jeunes à au moins 40% des jeunes (filles et garçons) touchés par l'information (soient 400 000 jeunes) dans les zones d'intervention d'ici à 2024.
- **OS3** : Impulser une dynamique organisationnelle, de renforcement des capacités et de leadership auprès de 40 000 adolescents et jeunes dont au moins 40% de filles en matière de santé de la reproduction et d'autonomisation effective d'ici 2024

Rêve:

Le rêve du programme est d'améliorer de façon visible la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes dans le but d'accélérer la capture du dividende démographique pour une plus grande réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile.

Hypothèses

Pour réaliser ce rêve, les hypothèses suivantes sont définies :

Hypothèse 01 : les jeunes **manquent** d'informations utiles et adaptées en matière de SR/PF y inclus le VIH/Sida ;

Hypothèse 02 : les jeunes ont de **faibles capacités** pour être de véritables acteurs de changement social en faveur de la SR/PF y inclus le VIH/Sida dans la communauté ;

Hypothèse 03 : les autres parties prenantes les décideurs n'ont pas toujours la **même compréhension et ou perception des problèmes** de SR des adolescents et jeunes ;

Hypothèse 04 : les jeunes éprouvent de **grandes difficultés pour accéder** aux services conviviaux de SRAJ adaptés à leurs besoins.

A l'analyse on peut dire que ces hypothèses sont assez pertinentes par rapport à la problématique générale de la santé de la reproduction et des droits sexuels des jeunes et adolescents au Mali. Elles peuvent être comprises que la réalisation du rêve qui est d'améliorer de façon visible la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes passe par - une meilleure information des jeunes et adolescents ; - par un réel changement de rôle des jeunes eux-mêmes ; - le renforcement des capacités des jeunes afin qu'ils deviennent de vrais acteurs de changement ; - tient aussi compte que les autres parties prenantes (donc l'environnement en général-parents, décideurs politiques et communautaires, leaders religieux) ne sont pas toujours acquis à la cause et que leur adhésion est important pour le changement social face aux questions de santé sexuelle et les droits reproductifs des jeunes.

Aux quatre hypothèses mentionnées dans la proposition et citées ci-dessus, s'ajoute une 5eme hypothèse : les EPC sont un moyen efficace et efficiente pour aborder des questions liées à la

SR/PF avec des jeunes. Voyez la section « Pourquoi ? » ci-dessous pour des informations spécifiques sur les EPC.

La ToC de JI-SRAJ met le jeune comme acteur principal du changement

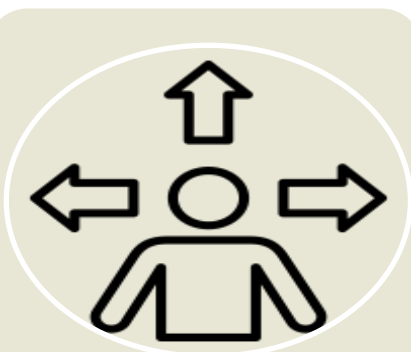
Schématisation «CAPACITATION ET AUTONOMISATION», «CHOIX » et « VOIX»



CAPACITATION/ AUTONOMISATION

Intensifier l'information et l'éducation afin de renforcer la capacité de la jeunesse pour plus d'autonomie

- 1.1 Mobiliser et organiser les jeunes en groupes EPC au niveau des villages pour renforcer leurs capacités en santé de la reproduction
- 1.2. Identifier et renforcer les capacités jeunes leaders sur le leadership, la Participation Significative des Jeunes
- 1.3. Appuyer la structuration et renforcement des capacités des jeunes leaders/création de réseaux pour plus d'engagement dans la promotion de la SR/PF et la participation significative des jeunes dans les espaces publics et politiques
- 1.4 Identifier et renforcer les capacités de jeunes leaders champions pour porter, mener et participer aux plaidoyers de haut niveau et aux dialogues social et politique



CHOIX DES JEUNES

Accroître l'accès des adolescents et des jeunes aux services SRAJ conviviaux

- 2.1 Scussiter et accompagner les jeunes dans la mise en oeuvre des initiatives innovante de promotion de santé reproductive
- 2.2 Promouvoir l'accès des jeunes et adolescents aux services conviaux de SR à travers des partenariats actifs avec d'autres acteurs et intervenants
- 2.3 Créer ou Favoriser l'accès des jeunes à des plates formes TIC DSSR pour faciliter leur accès à plus d'information sur la santé reproductive, les droits sexuels et le dépistage des IST et VIH/SIDA



VOIX DES JEUNES

Créer un environnement favorable pour et par les jeunes en matière de santé de la reproduction

- 3.1 Amener les parents, les décideurs, les chefs religieux à soutenir les initiatives de santé reproductive et abandonner les pratiques traditionnelles néfastes
- 3.2 Organiser des sessions de plaidoyer auprès des décideurs pour la prise en compte des questions de jeunesse et de DSSR dans les priorités nationales en matière de développement.
- 3.3 Renforcer les capacités des réseaux des jeunes leaders dans la coordination des actions de résilience à travers des plates forme DSSR assurer leur autonomie dans les prises de décisions en matière de santé de la reproduction et des droits sexuels

Renforcer la participation significative de jeunes dans les processus de décisions

La ToC de JL-SRAJ met le jeune lui-même comme acteur principal de changement. C'est ainsi que les 3 démarches ci-dessous sont préconisées. Elles sont à l'analyse complémentaires entre elles et définissent des activités assez appropriées. Elles peuvent être résumées comme suit :

Démarche 1 - Capacitation-Autonomisation :

Il est reconnu que les jeunes ont un potentiel pertinent et qu'ils peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la SSRAJ. L'approche 'Par les Jeunes et Pour les Jeunes' est mise de l'avant dans ce programme. Un investissement important dans la capacitation et l'autonomisation des jeunes et les placer au cœur des changements en n'occultant pas pour autant l'expertise que peuvent apporter les acteurs (OSC au niveau local, bureau d'études, services techniques déconcentrés...).

L'autonomisation réfère à l'acquisition de compétences et de connaissances pour jouer un rôle pertinent dans la transmission de l'information auprès de leurs pairs, de plaider et de participation aux activités du programme. Mais aussi, l'autonomisation, réfère à l'acquisition d'opportunités économiques gage de l'assise de la confiance en soi et l'accès plus sûr aux services sociaux de base y compris ceux de la SR-PF. Cette opportunité permettra aux jeunes de générer des revenus personnels peut maintenir les jeunes sur place et réduire en conséquences les migrations et l'exode rurale.

Démarche 2- Choix :

L'accès et l'utilisation des services SR-PF par les jeunes et adolescents-es sont déterminants pour permettre aux jeunes et adolescent-es de faire des choix responsables et avisés concernant leur santé reproductive. Les jeunes peuvent s'influencer entre eux, se conseiller par rapport à la conduite dans la sexualité. Mais aussi la disponibilité des services de qualité qui n'est pas toujours garantie au Mali pour des raisons institutionnels et aussi à cause de barrières sociales et religieuses (discrimination, croyances...) peut limiter la jouissance pleine et entière des droits reproductifs et sexuels par les jeunes et les adolescent-es.

Dans la démarche – Choix, propose d'habiliter davantage les jeunes à jouer ce rôle d'influence mutuelle mais aussi de travailler à améliorer les conditions d'accès aux services appropriés aux besoins des jeunes. Ne disposant pas l'expertise dans le domaine de l'offre de services, des partenariats seront formalisés entre le programme et les centres de santé des zones concernées pour convenir de mécanismes performants voués à faciliter l'accès des jeunes aux services de qualité. En outre, des synergies seront développées avec les programmes BKN et "Atteindre le Dernier Kilomètre" (à travers les centres fixes, la stratégie mobile et avancée...).

Démarche 3- Voix :

Les jeunes sont mieux indiqués pour parler de leur propre problèmes mais manquent de connaissances sur leurs droits et comment les porter et les défendre. C'est pourquoi JL-SRAJ travaillera à outiller les jeunes et adolescents-e à la base pour faire parties intégrantes des cadres de concertation et de dialogue mis en place et ou intégrés dans les zones d'intervention aux niveaux communes, cercles et régions.

Les jeunes leaders créeront des réseaux et ou des alliances (connexion avec les jeunes ambassadeurs et autres groupes forts existants au niveau national ou régional), et utiliseront plusieurs canaux de communication et de plaider pour se faire entendre pour favoriser le changement souhaité sur les perceptions et attitudes néfastes des communautés et décideurs locaux sur les questions de santé de la reproduction et des droits reproductifs et sexuels des adolescents et jeunes.

Comme le jeune est au centre du changement et qu'il s'agit des jeunes du niveau communautaire, il est nécessaire de développer une stratégie adaptée à la cible et assez novatrice. C'est ainsi que JL-SRAJ entend utiliser l'EPC (Epargner pour la Changement) comme porte d'entrée aux activités du programme.

Pourquoi ? (résumé du document)

En effet, les expériences ont montré que les projets liés au changement de comportement, basés sur la communication, la mobilisation sociale et l'information, bien que répondant aux besoins stratégiques des communautés, ont souvent du mal à maintenir leur dynamique s'ils ne sont pas soutenus d'activités économiques. Les bénéficiaires, qui en général ont des besoins plus pressants (économiques, accès aux ressources, simples moyens de subsistance...), peuvent manquer d'intérêt et vouloir chercher d'autres opportunités répondant plus à leurs besoins immédiats.

Par ailleurs, avec le contexte socio-politique qui prévaut actuellement au Mali dû à la résistance au changement de certains leaders religieux populaires (cas de la polémique ayant conduit à l'arrêt du programme éducation sexuelle complète), toute intervention dans le domaine de la santé de la reproduction et surtout la problématique des droits reproductifs et sexuels des jeunes et adolescents doit être adressée avec tact et mesure au niveau des communautés.

C'est ainsi que la méthodologie Epargner Pour le Changement (EPC), déjà implémentée par l'ONG CAEB, lead de l'Alliance du programme JL-SRAJ dans d'autres localités du Mali (Bougouni dans la région de Sikasso et Kolokani dans celle de Koulikoro) a été privilégiée comme porte d'entrée pour faciliter l'introduction du programme auprès des communautés.

CAEB a implémenté l'EPC depuis 2005 jusqu'à nos jours et en fait le support pour faire évoluer des problématiques comme la citoyenneté (2013-2016) à Diéma, Bougouni et Dioila où 4569 femmes organisées dans 204 groupes ont pu mobiliser plus de 109 millions de Francs dont 82% ont été octroyés aux femmes sous forme de prêts pour réaliser des activités génératrices de revenus. Ces femmes ont pu, grâce à leur leadership renforcé, promouvoir l'état civil dans leurs localités (accès des femmes aux cartes d'identités nationales, actes de mariage...).

Cependant, EPC n'a pas encore été utilisée dans le domaine de la santé de la reproduction. Les hypothèses d'analyse de la proposition n'adressent pas les tenants et aboutissants de cette nouvelle approche. Il faut noter que tout n'est pas gagné d'office et que même si avec l'EPC, il est peu probable que les communautés y compris les leaders religieux s'opposent au programme à cause des intérêts économiques en jeu, il n'en demeure pas moins que :

- ✓ *les groupes soient carrément détournés pour fins économiques,*
- ✓ *que certains jeunes n'adhèrent pas aux principes et qu'une fois ayant accédé à des fonds peuvent abandonner,*
- ✓ *les politiques (collectivités) n'utilisent le programme pour fins politiques,*
- ✓ *les cibles concernées (jeunes communautaires et surtout les filles) sont bien impliquées*
- ✓ *et ou que l'effet de duplication attendu ne soit pas intégré par les jeunes....*

Autant d'hypothèses et de questionnements qui doivent être pris en compte dans l'implémentation de cette démarche nouvelle.

N'ayant pas l'assurance souhaitée, il est plus prudent de procéder en une mise en œuvre en deux phases. Une phase pilote de 24 mois pour apprécier les avancées à mi-parcours et décider d'arrêter ou de continuer le programme. Il faut bien noter que même si la contractualisation avec CAEB-CORDAID se fera sur 5 années, une évaluation négative des premiers 18 mois peut entraîner l'arrêt définitif du programme.

Cette évaluation sera qualitative (CAP - Connaissances, attitudes et pratiques) impliquant tous les acteurs afin d'apprécier la pertinence de la démarche, qu'elle est bien comprise par les acteurs, que tous y adhèrent et que l'avancée sur les résultats en lien avec la santé de la reproduction et des droits sexuels des jeunes et adolescent-es est bien palpables.

Tableau des résultats (résumé de la proposition – cadre de résultats et activités)

NIVEAU	DESCRIPTION	INDICATEURS	Activités
<p>Rêve : Améliorer de façon visible la santé de la reproduction des adolescents et jeunes dans le but d'accélérer la capture du dividende démographique pour une plus grande réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile</p>			
<p>IMPACT</p>	<p>Réduction de la mortalité maternelle, néo natale et infantile en améliorant de façon significative la Sante de la Reproduction et les Droits Reproductifs des adolescents et des jeunes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de mortalité maternelle, néo-natale et infantile. - Réduction de la migration et de l'exode rurale surtout pour les jeunes filles - Taux de prévalence contraceptive 	<p>Amélioration des mécanismes d'accès aux services SR-PF par les jeunes et les adolescents Amélioration de l'environnement socio culturel et institutionnel en faveur de la promotion des jeunes droits reproductifs et sexuels des jeunes et adolescent-es</p>
<p>OBJECTIF GENERAL: D'ici à la fin du programme, amélioration des indicateurs de santé en général et ceux de la SSRAJ par une meilleure information et une plus grande liberté de choix concernant leur santé reproductive et sexuelle.</p>			
<p>OBJECTIF SPECIFIQUE 1</p>	<p>CAPACITATION/AUTONOMIE Toucher au moins 1 000 000 de jeunes et adolescents (filles et garçons) par les informations saines et appropriées en matière de santé de la reproduction d'ici à fin 2024 dans les régions de Mopti, Ségou, Kayes et Koulikoro</p> <p>OUTCOMES : 1.000.000 adolescents et jeunes disposent d'informations correctes sur la SR/PF (droits sexuels, VIH/Sida, grossesses et mariages précoces, MGF).</p>	<p>Nombre de jeunes (filles et garçons) touchés par les informations correctes dans le domaine de la SSRAJ</p>	<p>Intensification de l'information et l'éducation pour renforcer les connaissances des jeunes en SRHR et les permettre de faire des choix éclairés en leur mettant au centre des activités</p> <p>Organisation des jeunes en plus de 3000 groupes EPC dont chaque groupe sera composé de</p>

	<p>Au moins la moitié des jeunes informés (soit 500 000 -parité filles-garçons) utilisent les mesures préventives contre le Vih-Sida, les IST et les grossesses non désirées</p> <p>OUTPUTS : 884 000 séances d'information et de sensibilisation sont menées sur la SR/PF (droits sexuels et reproductifs, IST, VIH/Sida, GND et précoces et mariages précoces</p> <p>40000 jeunes organisés dans des groupes EPC mettent en œuvre des plans d'actions en IEC pour informer au moins 25 par jeune de leurs pairs sur les thématiques de la SRAJ</p>	<p>Taux de réduction des IST chez les jeunes et adolescents-es</p> <p>Nombre de jeunes (filles et garçons) utilisant le préservatif</p> <p>Nombre de séances d'information et de sensibilisation menées sur le SR/PF</p> <p>Nombre de jeunes formés et capables de former leurs pairs</p>	<p>10-20 membres maximum</p> <p>Renforcement des capacités organisationnelles et d'action des jeunes en les mobilisant en groupes EPC (Epargner pour le changement)</p> <p>Formation accrue des jeunes pour les doter de compétences de dupliquer les informations auprès de leurs pairs renforcer leur leadership</p> <p>IEC, communication interpersonnelle, mise à échelle d'approches nouvelles, NTIC, médias et presses modernes et traditionnels, théâtre, radio, série radio, télé, utilisation de plateformes de communication existantes....</p>
<p>OBJECTIF SPECIFIQUE 2</p>	<p>CHOIX : Favoriser l'accès aux services complets et conviviaux adaptés aux besoins aux jeunes et adolescents-es des zones d'intervention d'ici à 2024.</p> <p>OUTCOMES : Au moins 200.000 filles utilisent les méthodes modernes de longue durée de contraception</p> <p>OUTPUTS : Disponibilité de toutes les gammes de produits contraceptifs et des services de santé de la reproduction</p> <p>Les jeunes organisés au sein de groupes EPC mobi-</p>	<p>Taux de prévalence contraceptive moderne chez les filles de 15-24 ans</p> <p>Nombre et qualité de services de santé de la reproduction offerts au niveau des zones d'intervention</p> <p>Nombre jeunes ayant entrepris des AGR</p>	<p>Renforcement du dispositif d'offres de services de qualité et adaptés aux besoins des jeunes</p> <p>Renforcement des capacités des jeunes et des cadres d'information (centres jeunes...)</p> <p>Mise en relation entre réseaux jeunes de JL-SRAJ et d'autres plateformes</p> <p>Partenariat avec les centres de santé et les partenaires d'offre de services (MSI, PSI, AMPPF, Dernier Km...)</p> <p>Mise en place de comité de veille et de suivi au sein des communes</p>

	<p>lisent leurs propres ressources et sont capables d'initier des AGR pour faire à leurs besoins quotidiens y compris la SR-PF</p> <p>Disponibilité d'espaces conviviaux d'information et d'accès aux services SR/PF pour les jeunes</p>	<p>10 000 AGR initiées par les jeunes</p> <p>Nombre d'espaces conviviaux d'information et d'accès aux services SR/PF</p>	<p>Accompagnement et suivi dans le développement d'initiatives économiques</p> <p>Mise en relation avec les institutions de micro finances</p>
<p>OBJECTIF SPECIFIQUE 3</p>	<p>VOIX : Impulser une dynamique organisationnelle et de leadership et soutenir les jeunes leaders et la société civile dans le plaidoyer pour le changement social positif en faveur de SRAJ dans les zones d'intervention du programme d'ici 2024</p> <p>OUTCOMES : Au moins 5000 jeunes leaders participent activement aux activités de plaidoyer et de prises de décisions concernant les droits sexuels et reproductifs au niveau villages, communes, cercles, régions et national. Au moins 1000 villages/1700 dans les 87 communes d'intervention ont abandonné les MGF et le mariage précoce</p> <p>OUTPUTS Au moins 100 jeunes (filles et garçons)- 'champions' approuvés par leurs pairs initient au moins 50 projets novateurs (dans les NTIC, radios...) Des activités de plaidoyer et campagnes ciblant spécifiquement les leaders d'opinions, coutumiers et religieux sont menées par le programme au haut niveau, les jeunes et les ONG partenaires au niveau local et régional</p>	<p>Nombre de jeunes leaders formés qui participent activement aux prises de décisions au niveau villages, communes, cercles, régions et national.</p> <p>Nombre de villages d'abandon des MGF et mariage précoce</p> <p>Nombre d'initiatives novatrices mises en œuvre par les jeunes</p> <p>Nombre des leaders communautaires, d'opinion, politiques et religieux (femmes et hommes) touchés et prenant position en faveur du projet</p> <p>Nombre de campagnes de plaidoyer organisées</p>	<p>Formation accrue- renforcement des capacités de lobbying et plaidoyer</p> <p>Organisation d'actions concertées des jeunes (journées culturelles, concours intra et intercommunautaires, journées évènementielles)</p> <p>Réseautage des jeunes, Utilisation des réseaux sociaux pour mobiliser les jeunes autour des enjeux SRAJ (gratuité, accès...)</p> <p>Formation, dialogue avec les leaders communautaires et religieux Dialogue politique et social</p>

Couverture géographique et cibles

Le programme JL-SRAJ interviendra de 4 régions à savoir : Ségou (4 cercles), Mopti (8 cercles), Koulikoro (4 cercles) et Kayes (2 cercles) et touchera 87 communes.

Le choix des zones d'intervention tient compte de la situation sécuritaire en général et des conséquences humanitaire sur les jeunes en particulier comme proie à es enrôlements par les groupes extrémistes. Il tient aussi compte de la complémentarité géographique à chercher avec les autres programmes financés par l'Ambassade des Pays-Bas (Debbo Alafia, Bangé Kolossi Nyèta (BKN) et Atteindre le dernier Km.

Les régions de Koulikoro et Kayes ne font pas partie des zones de concentration de la Coopération Néerlandaise au Mali. Cependant, ces régions, les indicateurs de santé de la reproduction sont très faibles dans ces régions. Kayes et Koulikoro sont réputés être les régions où le mariage précoce et l'excision sont très répandus par rapport aux autres régions et où le taux de prévalence contraceptive est très faible. Les communes retenues pour la région de Kayes (Nioro et Diéma) communément appelées 'le petit nord' est situé du côté Est de la région de la région de Ségou. Donc, en zone transfrontalière avec les régions de concentration des Pays-Bas.

Le programme Bangé Kolossi Nyèta (BKN) financé par l'Ambassade intervient dans les deux régions offre les services SR-PF et œuvre à l'amélioration de la coordination des interventions à différents niveaux. JL-SRAJ permettra d'accroître la demande de services et utilisera les services de BKN pour satisfaire les besoins des jeunes et adolescents-es.

Les cibles du programme JL-SRAJ

Le programme JL-SRAJ cible les jeunes et les adolescent-es de 10-24 ans en milieu communautaire et local.

La cible chiffrée est de 1.000.000 de jeunes (filles et garçons) et adolescents-es.

La stratégie en résumé :

Spécifiquement concernant les jeunes et leurs activités directes. D'autres acteurs interviendront mais comme le programme adresse l'information la participation active Jeunes Pour Jeunes, les points ci-dessous explique de façon succincte comment le programme entend travaillera avec les jeunes :

- ✓ Il sera question d'abord de mobiliser et d'organiser les jeunes en groupes EPC au niveau des villages (environ 3400 groupes) dont chaque groupe est constitué de 10 à 20 jeunes au maximum (50% filles et garçons). 40000 jeunes leaders potentiels seront enrôlés dans ces groupes.
- ✓ Formation accrue et constante, encadrement et orientation sur les compétences de vie courantes, les thématiques liées à la santé de la reproduction (Planification familiale, cycles menstruelles, grossesses, préservation, Genre, les maladies sexuellement transmissibles et Vih-Sida....). Un programme de formation sera établi avec les ONG de mise en œuvre.

Ces formations sur la SRAJ seront alternés avec des formations en matière d'EPC (mise en place, règles de fonctionnement, mobilisation et gestion de l'épargne, création et développement d'AGR.... Et toute autres connexes comme le respect des droits/équité du genre, la citoyenneté.

Les 40 000 jeunes formés à la base mettront en œuvre des plans d'actions mensuels ou trimestriels validés lors de rencontres de groupes au sein des communes. Le programme propose que chacun de ces jeunes informera de façon exhaustive au moins 25 autres jeunes d'ici la fin des 5 ans. Des registres de données seront mis au sein de chaque groupe pour le suivi.

Régions	Phase pilote 24 mois			Phase extension 36 mois			Nombre total de jeunes touchés sur les 05 ans
	Nombre de jeunes dans des groupes EPC	Nombre de jeunes touchés par membre de groupes EPC	Nombre de jeunes touchés par les activités d'IEC/CCC-SR/PF	Nombre de jeunes au sein des groupes EPC	Nombre de jeunes touchés par membre de groupes EPC	Nombre de jeunes touchés par les activités d'IEC/CCC-SR/PF	
Mopti	5 774	25	144 350	13 473	25	336 825	481 175
Ségou	3 272	25	81 800	7 634	25	190 850	272 650
Kayes	0	25	0	3 593	25	89 825	89 825
Koulikoro	0	25	0	6 254	25	156 350	156 350
Total	9 046		226 150	30 954		773 850	1 000 000

- En une deuxième étape sera question d'identifier les jeunes leaders qui se démarqueront par des critères convenus et partagés au sein des groupes avec l'implication des autorités locales pour assurer une participation plus significative des jeunes.
- Ces jeunes au nombre 5000 (50% F/G) seront organisés en réseau communaux qui auront, sous l'égide des ONG de mise en œuvre et les experts du programme des formations plus pointues pour renforcer leur capacité à conduire plus efficacement des groupes et à initier et/ou à participer à des activités de plus grande envergure.
- Il y aura à peu près 60 jeunes par réseau communal (5000/87). Ces jeunes pourront davantage mobiliser d'autres pour des interventions du niveau cercle ou régional (par exemple les jeunes de DA). Ils auront à réaliser des activités plus pertinentes (communication interpersonnelle, création et ou utilisation de réseaux, plate-formes NTIC existants, utilisation des radio, journées culturelles, événementielles pour prendre la parole au nom de leurs pairs, prendre position sur les décisions à tous les niveaux possibles et instaurer un dialogue, plaider constant auprès des autorités locales (politiques, administratives, chefferie, leaders religieux).

Regions	Phase 1 (18 mois)			Phase 2 (42 mois)			TOTAL		
	Nombre de groupes	Nombre de jeunes	Nbre de Leaders	Nombre de groupes	Nombre de jeunes	Nbre de Leaders	Groupes	Jeunes	Leaders
Mopti	491	5 774	722	1 147	13 473	1 686	1 638	19 247	2 408
Segou	278	3 272	409	650	7 634	955	928	10 906	1 364
Kayes	-	-	-	306	3 593	449	306	3 593	449
Koulikoro	-	-	-	528	6 254	779	528	6 254	779
TOTAL	770	9 046	1 132	2 630	30 954	3 869	3 400	40 000	5 000

- ✚ Si les deux premières étapes seront organisées au niveau des communes ou des cercles, la 3^{ème} étape sera plus une progression vers le niveau régional où des jeunes dits 'champions' 50 à 100 jeunes issus des 5000. Vers la 3^{ème} année du programme où les jeunes seront plus formés et mieux outiller, ces 50 à 100 seront invités à proposer des projets innovants (seuls ou en groupe) qui seront financés par le programme. Les fonds seront à ce niveau gérés par les jeunes. Au moins 50 projets innovateurs en matière de SSRAJ (NTIC, Séries télévisées ou radio diffusées, ...) des jeunes seront financés.

- L'EPC n'est pas la finalité du programme mais un passage pour atteindre les résultats. Cependant, les jeunes seront encouragés à développer des AGR (activités génératrices de revenus).
Ainsi, il est attendu comme output au moins 10 000 AGR (dont au moins 3 jeunes parmi les 40 000 au sein des groupes EPC).

(pour plus d'information sur la stratégie de mise en œuvre et les activités - proposition pages 29-45)

2.3.2 Appraisal

No.	Criteria 2.3 Outcomes, outputs, activities and resources based on the SMART principle	Explanation of score (1 point per indicator)	Score
2.3.1	The objectives at outcome level are clearly formulated, fall within the proposal's span of influence and are realistic. The outcomes follow logically from the problem formulated.	<input checked="" type="checkbox"/> The outcomes are specifically formulated. <input checked="" type="checkbox"/> The objectives follow logically from the problem formulated. <input checked="" type="checkbox"/> The objectives fall within the proposal's span of influence and are realistic (taking account of its duration and local circumstances). <input checked="" type="checkbox"/> The objectives are acceptable to the target group and other stakeholders. <input checked="" type="checkbox"/> The objectives formulated are realistic bearing in mind the scope of the activities and the capacity of the (local) organisation(s).	5
EXPLANATION/ REFERENCES Additional appreciation gender indicator 3: The objectives include a explicit reference to women/ men, girls/ boys and gender equality. Please explain. Le genre est bien pris en compte. Un outcome spécifique concerne les jeunes filles à savoir l'utilisation des produits contraceptifs modernes. La parité est prévue au sein des groupes EPC à mettre en place. Cependant, l'Ambassade veillera à ce qu'au moins le quota de 30% soit respecté dans le recrutement du personnel. En outre le Genre fait partie des thèmes prioritaires de formation et de l'éducation de compétences de vie courantes.			
2.3.2	Progress in achieving the outcomes can be determined objectively on the basis of measurable perfor-		3

	<p>mance indicators.</p>	<p>Relevant performance indicators have been formulated for each outcome.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> A baseline measurement and a measurable target (quantitative and/or qualitative) have been formulated for each performance indicator.</p> <p>The verification method (the means by which data is collected and the sources of that data) is realistic and feasible.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p>		
--	--------------------------	---	--	--

**EXPLANATION/
REFERENCES**

Additional appreciation
gender indicator 1:

For each outcome are relevant, gender specific performance indicators formulated. Please explain.
 Quelques données de base existent en termes d'analyse situationnelle. Mais une étude de base sera réalisée en vue de préciser les données de base.
 Les indicateurs sont désagrégés (filles, garçons), un quota important est préconisé à chaque fois que la parité semble difficile.

2.3.3	<p>The outputs formulated are concrete and fall within the proposal's span of control. The outputs follow logically from the outcomes formulated.</p>	<p>The project proposal is divided into clear phases, each having concretely formulated outputs.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p> <p>The outputs are specific.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p> <p>There is a clear link between the outputs and the out-comes, i.e. the outputs can be expected to contribute to achievement of the outcomes.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p> <p>The outputs are acceptable to the target group and other</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p> <p>The outputs formulated are realistic bearing in mind the scope of the activities and the capacity of the (local) organisation(s) .</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p>	5	
-------	---	---	---	--

**EXPLANATION/
REFERENCES**

Les indicateurs liés directement aux résultats de changement (Outcomes) sont directement inscrits

dans ceux du MLS / HGIS7. Ceux liés à outputs seront validés par les comités de pilotage régionaux (CROCSAD)			
2.3.4	Progress in achieving the outputs can be determined objectively on the basis of measurable performance indicators.	<input checked="" type="checkbox"/> Relevant performance indicators have been formulated for each output. <input checked="" type="checkbox"/> A baseline and a measurable target (quantitative and/or qualitative) have been formulated for each performance indicator. <input checked="" type="checkbox"/> The verification method (the means by which data is collected and the sources of that data) is realistic and feasible.	3
EXPLANATION/ REFERENCES Des cibles sont bien formulés par phase mais aussi par an. Un cadre de performance est élaboré et indique clairement les sources d'informations. Le dispositif de suivi prévoit plusieurs niveaux de suivi des performances à des rythmes semestriels et annuels avec des suivis ponctuels des équipes terrain. L'évaluation bilan enfin de la phase pilote permettra décider de la poursuite ou non du programme.			
2.3.5	There is a logical link between the proposed activities and the outputs formulated.	<input checked="" type="checkbox"/> The proposal sets out the nature of the activities and explains how the activities formulated will contribute to achieving the outputs.	1
EXPLANATION/ REFERENCES Les activités sont liées à la chaîne de résultats. A chaque niveau de résultat (principalement les outputs et outcomes) correspondent des activités appropriées. Ces activités seront réalisées par plusieurs acteurs même si le leadership est à assurer par les jeunes : l'équipe projet, CORDAID pour les activités d'appui technique, les ONG pour l'accompagnement des jeunes et le renforcement du plaidoyer, IEC ..., les radios pour l'amplification des activités des jeunes....			
2.3.6	There is a logical link between the activities and the project budget (efficiency).	<input checked="" type="checkbox"/> The budget is supported by figures on price and quantity (p x q). <input checked="" type="checkbox"/> The budget is broken down by output and/or outcome.	2
EXPLANATION/ REFERENCES Le programme touchera directement 1 000 000 de jeunes (EPC se fait par principe de réplique. Dans cas précis chacun des 40 000 jeunes au sein des groupes est attendu d'éduquer au moins 25 jeunes pairs : 40 000 x 25 = 1million) . En plus de la stratégie combinée de plusieurs types de communication avec d'autres acteurs pour renforcer les activités des jeunes, le PJ-SRAJ table sur l'apport des jeunes eux-mêmes pour assurer la traçabilité. Ainsi, 40 000 jeunes (F/G) seront formés comme cheville ouvrière (locomotive) pour informer leurs pairs. Chaque parmi ces 40 000 est attendu			

d'informer et de sensibiliser au moins 25 pairs (filles et garçons). Le coût estimatif par cible est 8,9Euro / jeune pour les 5 ans). En cas de succès de l'approche, la mise à échelle pourra se faire même à moindre avec l'appropriation locale.			
2.3.7	When the activity ends, its envisaged outputs will have a lasting effect for the ultimate target group.	<input checked="" type="checkbox"/> The proposal contains a clear vision (with objectives) as to how the activities will be continued when the intervention comes to an end. <input checked="" type="checkbox"/> To achieve these objectives, specific measures will be taken during implementation of the activities to ensure that the target group will help continue the activities. <input type="checkbox"/> The proposal contains suitable criteria against which progress in continuing the activities can be <input type="checkbox"/> The proposal includes a transition plan or exit strategy, identifying the various actors.	2
EXPLANATION/ REFERENCES L'ancrage opérationnel est au niveau des collectivités et les mécanismes de coordination et d'orientation nationaux délocalisés CLOCSAD et CROCSAD serviront d'espaces d'information et d'orientation – comité de pilotage. Ce qui favorisera l'appropriation. En plus, la stratégie d'organiser les jeunes autour de groupes (EPC-Epargner pour le Changement) est gageur de durabilité. Les expériences sont montrées que les groupes EPC continuent même après le projet parce qu'un intérêt certain regroupe les bénéficiaires.			
2.3.8	At the end of the activity, the envisaged outputs will have a lasting effect on the local partners.	<input checked="" type="checkbox"/> The proposal contains a clear vision (with objectives) as to how the quality of the activities and/or financial independence of the local partner will be	4

		<input checked="" type="checkbox"/> To achieve these objectives, specific measures will be taken during implementation of the activity. <input checked="" type="checkbox"/> The proposal devotes attention to the capacity of the local partner to generate income from various sources. <input checked="" type="checkbox"/> The proposal sets out suitable criteria against which progress in regard to institutional sustainability can be measured.			
EXPLANATION/ REFERENCES Le renforcement des capacités –formation continue, appui-conseil, encouragement et soutien d’initiatives personnelles ou en groupe sont importants pour la capacitation-l’autonomisation. Dès lors que les jeunes sont bien informés et sensibilisés et qu’ils disposent et ont accès aux services SR-PF, leur vie sexuelle s’améliorera. Aussi, les capacités en épargne-crédit ouvrent la voie à des opportunités économiques pour les jeunes et les prédisposent pour l’entrepreneuriat.					
Total score (maximum score 27 points)				2	

2.4 Cooperation, harmonisation and added value

JL-SRAJ sera mis en œuvre par un consortium composée d'une ONG locale Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB) et l'ONG Néerlandaise CORDAID. Ces structures ont décidé en fonction de la complémentarité de leur expertise de faire ce programme ensemble. L'assistance technique de CORDAID concernant la conception d'outils pédagogiques innovants et appropriés aux besoins de communication et d'information des jeunes et adolescent-es est nécessaire pour l'efficacité du programme.

D'autres parties à savoir : - 5 à 8 organisations locales (ayant des expériences de travail dans les régions concernées) seront impliquées ; -les collectivités locales (communes et cercles) ; -les services techniques déconcentrés des ministères de la santé et de l'action sociale ; de la jeunesse et de la formation professionnelle et du ministère la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.

Les objectifs et résultats planifiés dans le MLS 2019-2023, mettent un accent particulier, dans le domaine de la santé, sur une meilleure information des jeunes et adolescents et leur capacitation pour jouer un rôle plus significative dans l'amélioration des indicateurs de la santé de la reproduction et des droits reproductifs et sexuels. Pour parvenir à ces résultats, l'équipe santé a planifié ses interventions de manière à prendre en compte toutes les dimensions et les cibles stratégiques. Le programme JL-SRAJ entre en complémentarité avec un certain nombre d'activités en cours dans le domaine de la santé. Entre autres :

- 'Son Choix' – financement central, implémenté par le Consortium Kinderpostzegels et Enda-Mali intervenant dans les régions de Ségou, Mopti et Koulikoro. JL-SARJ partagera les expériences de ce programme et contribuera à son amplification et mise à échelle en mettant en réseau les jeunes pour renforcer le plaidoyer auprès des autorités locales et nationales.
- Ce nouveau programme va aussi renforcer le porto folio du secteur santé de l'Ambassade et compléter les interventions en cours par les programmes Debbo Alafia, Bangè Kolossi Nyèta (BKN) et Atteindre le Dernier Km. Si les deux derniers programme travaillent à fournir l'offre de services de qualité aux populations et assurer la sécurité et la disponibilité des produits, ils ciblent en général les couples et les femmes à l'âge de procréer. Leur stratégie avec les jeunes se résume à des activités sporadiques impliquant les jeunes mais ne leur donnent pas les moyens nécessaires pour développer leurs propres initiatives.

JL-SRAJ sera en connexion avec BKN afin d'organiser de façon plus rapprochée la livraison des services SR-PF adaptés aux besoins spécifiques

Concernant Debbo Alafia (DA), il focalise sur les droits des femmes et des filles y compris la planification familiale comme une liberté et un droit humain de la femme. Les jeunes sont aussi ciblés mais en tant que bénéficiaires. L'approche de Debbo Alafia est holistique et multi-acteurs. Même si des tentatives sont faites pour une plus grande implication des jeunes.

DA a pu marquer des acquis forts sur le leadership des femmes, socialisation du dialogue autour des questions des droits de femmes, dialogue de générations, masculinité positive, le renforcement des capacités des leaders communautaires et religieux à conduire les communautés vers un changement social en faveur du respect des droits des femmes et des filles – toutes choses à mettre à échelle dans une deuxième phase.

JL-SRAJ vient renforcer ce travail en prenant en compte les jeunes comme acteurs actifs de changement auprès de leurs pairs mais aussi comme leaders et forces de veille et de proposition sur les questions de la santé sexuelle et reproductive.

- En outre JL-SRAJ combine bien avec les activités du secteur Economie et Employabilité des Jeunes – HGIS5 – en contribuant à la création d'emploi pour les jeunes au niveau local. En

effet, l'organisation des jeunes (filles et garçons) dans les groupes (Epargner Pour le Changement –EPC) permet à ces derniers non seulement d'acquérir les connaissances sur la santé sexuelle et reproductive mais aussi sur l'épargne-crédit. Ce qui les prédisposent à pouvoir développer des activités économiques personnelles. Une facilitation sera recherchée auprès des collègues de ce secteur pour voir les possibilités d'accompagnement des jeunes qui proposeront des projets économiques porteurs.

- Enfin, JL-SRAJ s'appuiera sur les jeunes leaders, formés dans le cadre du Programme Gouvernance Locale Redevable – secteur HGIS2. Nombre de jeunes (près de 5.000) ont été formés pour participer au contrôle citoyen au sein de leur communauté, disposent donc, de compétences avérées dans le plaidoyer et le dialogue avec les autorités. Ils auront toutes les informations et compétences nécessaires dans le domaine de la SRAJ mais aussi auront l'opportunité de se fédérer pour accentuer leur actions mais aussi d'avoir les capacités nécessaires à leur autonomisation.

2.5 Channel and aid modality (including alignment)

Les causes pour lesquelles l'Ambassade a quitté l'aide budgétaire directe depuis 2012 sont encore d'actualité malgré les efforts de dialogue et le soutien apporté par les partenaires techniques et financiers. La réduction du financement du secteur au niveau international est un risque majeur au Mali notifié dans le MLS. Cependant, les besoins des populations sont très pressants. L'insuffisance des réformes pour une gestion saine et transparente des finances, la faible performance par rapport à l'amélioration des indicateurs de santé au regard des fonds investis, la faible capacité de pilotage ont amené l'Ambassade à trouver d'autres modalités de financement pour assurer l'atteinte des résultats prévus dans le MLS. Ainsi, pour une meilleure couverture sanitaire des populations, l'Ambassade a décidé une intervention délocalisée avec l'approche Financement Basé sur les Résultats (FBR) avec la Banque Mondiale plutôt que de continuer à soutenir le PRODESS IV dont les résultats ne sont pas garantis.

Concernant la santé de la reproduction et les droits reproductifs et sexuels des jeunes et des adolescents-es en particulier, pour des raisons politiques face à la résistance des leaders religieux qui accentue les barrières culturelles et sociales, l'état hésite à prendre le leadership idoine pour faire évoluer ces questions et honorer ses engagements internationaux.

Il est alors plus que nécessaire de soutenir les initiatives des organisations de la société civile, vu qu'elles sont plus proches des communautés et sont à même de mieux adresser les thématiques sensibles et qu'elles ont la légitimité requise d'influence des politiques et d'instaurer un dialogue social avec les différents acteurs sur les problématiques liées à santé de la reproduction et aux droits reproductifs et sexuels.

La thématique 'jeunesse' est transversale car elle concerne tous les secteurs du développement. JL-SRAJ adresse la santé et les droits sexuels des jeunes et adolescents-es, donc contribue aux indicateurs de santé. Il s'inscrit dans le nouveau PANB (Plan d'Action Nationale Budgétisé) 2019-2023 qui est le cadre d'exécution nationale du partenariat de Ouagadougou. Cependant, eu égard à la démarche préconisée, l'encrage politique de JL-SRAJ sera basé au niveau du Ministère de la Jeunesse et du Sport pour plus de visibilité.

V. IMPLEMENTATION

5.1 Budget

5.1.1 Breakdown of costs

State the overall cost of the activity and overheads. Indicate the various cost centres (activities and outputs) in the rows and cost types (e.g. personnel, equipment, etc.) in the columns.

Rubriques	Coûts total (en CFA)	Contributions CAEB - Cordaid	Contributions Ambassade Pays Bas
I. Coûts directs			
1.1. Activités de démarrage du programme			
Sous total activités de démarrage	128.785.543	1.000.000	127.785.543
1.2. Démarche 1. Capacitation et Autonomie			
Sous total Capacitation et autonomie	939.576.715	0	939.576.715
1.3. Démarche 2. Choix			
Sous total Choix	1.302.081.012		1.302.081.012
1.4. Demarche 3. Voix			
Sous total voix	843.234.586	0	843.234.586
1.5. Renforcement des capacités du personnel programme, des ONG partenaires et autres acteurs			
Sous total renforcement des capacités	154.000.000		154.000.000
1.6. Activités de coordination et communication			
Sous total activités de Coordination	147.412.730	0	147.412.730
1.7. Suivi supervision des activités, Apprentissage et Capitalisation			
Sous total suivi - supervision	192.212.175	7.500.000	184.712.175
1.8. Audits annuels du programme			
Sous total audits	35.000.000	0	35.000.000
1.9. Evaluations techniques à mis parcours et finale du programme			
Sous total Evaluation	40.000.000	0	40.000.000
1.10. Contribution inscription à l'IATI et Publication des informations			
Sous total contribution inscription à l'IATI et Publication des informations	7.500.000	0	7.500.000
Sous total Coûts directs	3.789.802.762	8.500.000	3.781.302.762
II. Coûts Indirects/Fonctionnement programme			
Sous total	1.186.429.680	0	1.186.429.680
2.2. Equipements du programme			
Sous total	238.830.000	8.400.000	230.430.000
2.3. Deplacements			
Sous total déplacement	177.580.000	6.000.000	171.580.000
2.4.Fonctionnement bureau sur le terrain			
Sous-total fonctionnement	92.023.350	2.700.000	89.323.350
Sous total cout indirects	1.694.863.030	17.100.000	1.677.763.030
Total partiel	5.484.665.792	25.600.000	5.459.065.792
Frais administratif CAEB 6,48%	378.952.661	0	378.952.661
Total Général du programme	5.863.618.453	25.600.000	5.838.017.300
	8.939.029	39.027	8.900.000
	747.757.442	CAEB CFA	5.090.259.858

Géré par

Géré par

5.3 Monitoring

Le plan de coordination, de suivi et d'évaluation proposé est assez pertinent et surtout très participatif des acteurs concernés.

Sur le plan institutionnel :

CCOCSAD : Les comités régionaux de pilotage incorporés dans les instances CROCSAD présidé par le président du Conseil Régional qui contribueront au renforcement de la décentralisation poussée qui fait partie des priorités de l'Accord pour la Paix au Mali, issu du processus d'Alger. Les élus communaux et aux services techniques déconcentrés au niveau local de participeront activement dans la mise en œuvre des activités et se l'approprient à terme. Le programme contribuera alors, à la redynamisation de ces instances (locale - le CLOCSAD et régionale - le CROCSAD).

Le Comité de Gestion du Programme : Il sera composé de représentants de CAEB, de Cordaid, du Directeur du programme et le Responsable Administratif et Financier. Composé de 05 membres (02 de CAEB, 01 de Cordaid et 02 du programme). Il se réunira au moins 03 fois par an..

L'Unité Nationale de Coordination du Programme (UNC) : Pour la mise en œuvre de ce programme, il sera mis en place une Unité de Nationale de Coordination **composée d'une Unité Centrale et de 03 Pôles de Coordination Régionale.**

Sur le plan opérationnel

Au niveau central : Une réunion de coordination sera organisée trimestriellement par l'Unité Nationale de Coordination du Programme pour faire le compte rendu des activités réalisées, des difficultés et des solutions apportées, enfin, produire les plans d'opération pour le prochain trimestre. Participeront à ces réunions, le personnel de l'Unité Centrale, les Coordonnateurs Régionaux et le personnel de Direction de CAEB et Cordaid.

Ainsi, le Directeur du programme élaborera et soumettra à CAEB les différents rapports d'activités et financier exigés (semestriels et annuels). Ces rapports techniques et financiers serviront de base de programmation des missions de suivi et d'appui technique à l'UNC.

Au niveau des équipes régionales : les réunions seront mensuelles et regrouperont, les coordonnateurs régionaux, les superviseurs, les ADC et un représentant de l'Unité Centrale. Ils feront le point des activités et les planifications futures. Ces réunions serviront de cadre d'échanges et de renforcement des capacités des superviseurs et des ADC.

Des missions de suivi et d'appui technique seront périodiquement organisées de façon conjointe avec les responsables du programme au niveau de l'Ambassade des Pays Bas, et les membres du Comité de Pilotage. Les recommandations et rapports serviront de cadre d'échanges et de renforcement continu du personnel de l'UNC et même de l'Alliance CAEB-Cordaid.

La digitalisation de la collecte et la gestion des données du programme : Il sera mis en place un système de gestion informatisé de collecte et de remonté des données du programme à travers des tablettes ou des smartphones qui seront payées et mis à la disposition du personnel.

Le programme entend nouer un partenariat avec l'ONG AKVO qui dispose d'une certaine expertise dans le domaine de la gestion de données et en matière de digitalisation. Ce qui est une concrétisation de synergie car l'Ambassade a accepté de financer le projet Initiatives Données pour AKVO. Le travail avec AKVO sera fait avec les jeunes des groupes 'EPC' dans les villages

(Voir pages 45-52 du proposal pour d'amples informations sur la gestion-pilotage du programme)

5.3.1 Narrative and financial reports

Use [the performance assessment decision tree](#). Give a short explanation with the result of the decision tree.

Un rapport narrative et financier sur base annuelle mis sur IATI.

Cependant, la livraison d'un rapport narratif synthétique ne dépassant pas une dizaine de pages sera insérée comme clause dans le contrat.

5.3.2 Audit opinion

Use the [audit certificate decision tree](#) to determine which type of audit opinion is required for the activity. Give a short explanation with the result of the decision tree.

Des audits annuels sont prévus. Cependant, ORIA a recommandé un audit global sur l'exercice 2019 de CAEB au plus tard en avril 2020. Cette recommandation et quelques autres recommandations d'ORIA seront intégrées dans le Protocol d'Audit.

Additional reports by the auditor:

If it is desirable for the audit opinion to be accompanied by an additional report on certain aspects, explain why (e.g. high-risk activity, poor management capacity on the part of the implementing organisation).

If the organisation itself also makes prepayments and reports on an accrual basis, the [audit protocol](#) (annexe to decision) should require the external auditor to report on the effectiveness of the control exercised by the organisation on the making of prepayments.

5.3.3 IATI - International Aid transparency Initiative

Is the organisation capable of reporting in accordance with the IATI standard, as set out in the BZ publication guidelines entitled 'How to use the IATI standard'?

<https://www.government.nl/documents/publications/2015/12/01/open-data-and-development-cooperation>)

1. If yes, include the following text:

The organisation will report on results in accordance with the IATI standard, as set out in the BZ publication guidelines.

Le partenaire CAEB est engagé à mettre tous les rapports du programme sur IATI. Il est prévu de former dès le démarrage du programme du personnel à cet effet.

If applicable: describe any information that must be included in the IATI publication/progress report in addition to the requirements in the publication guidelines, and how often this extra information is to be provided. E.g. a narrative text providing further clarification, certain results or standard indicators, photos or film footage.

5.3.4 Annual plans and other reports

5.3.5 Monitoring calendar

Set out the reporting requirements in the table below, to ensure they are accurately incorporated in the decision/agreement.

Vu que le rapportage se fera sur IATI, il est proposé de le faire sur une périodicité annuelle sauf la première année 2019 où un rapport de mise en place (incluant vérification de certaines conditions contractuelles de démarrage – rapports d'études base ...) est requis de septembre 2019 – février 2020

Report type	Any specific requirements*	Period	Submission by
Annual plan		Oct 2020-sept 2021 Oct 2021-sept 2022 Oct 2022-sept 2023 Oct 2023-sept 2024	01-08-2020 01-08-2021 01-08-2022 01-08-2023
Rapport d'avancement comportant : 1. Mises à jour de l'avancement selon les normes IATI telles que décrites dans les BZ/ DGIS Reporting Guidelines 2. Récapitulatif d'avancement analytique annuel selon les normes IATI telles que décrites dans les BZ/ DGIS Reporting Guidelines, à présenter sur IATI sous documents connexes / lien document (related documents / document link) 3. Récapitulatif d'avancement analytique final aux normes IATI telles que décrites dans les BZ/ DGIS Reporting Guidelines, à présenter sur IATI sous documents connexes / lien document (related documents / document link)	Périodiquement conformément aux normes IATI. Annuel Sur toute la durée du projet	 Oct 2019-sept 2020 Oct 2020-sept 2021 Oct 2021-sept 2022 Oct 2022-sept 2023 Oct 2023-sept 2024 Oct 2019 –sept 2024	 31-12-2020 31-12-2021 31-12-2022 31-12-2023 31-12-2024 31-01-2025
Financial		Oct 2019-sept 2020 Oct 2020-sept 2021 Oct 2021-sept 2022 Oct 2022-sept 2023	31-12-2020 31-12-2021 31-12-2022 31-12-2023
Account of field visit	<i>Suivi/comité pilote</i>	<i>4 fois/an</i>	
Final financial		Oct 2019 –sept 2024	31-01-2025
Audit	<i>Annuel</i>	Oct 2019-sept 2020 Oct 2020-sept 2021 Oct 2021-sept 2022 Oct 2022-sept 2023 Oct 2023-sept 2024	31-12-2020 31-12-2021 31-12-2022 31-12-2023 31-12-2024
Evaluation des 18 premiers mois à partir d'avril 2021	<i>Evaluation phase pilote (18 mois)</i>	Oct 2019-31 mars 2021	1-07-2021
Evaluation	<i>Finale</i>	Oct 19-juin 2024	1-07-2024

Autres	<i>Etude de base et cadre performance finale</i>		

5.3.6 Evaluations

Use the [decision tree evaluations](#) to determine whether an evaluation is required for the activity. Explain in this paragraph.

Un cadre de performance est élaboré et fera partie des documents contractuels

Une évaluation externe à mi-parcours est prévue après 18 mois de fonctionnement (phase pilote). Sur la base des recommandations de cette évaluation, l'Ambassade décidera si oui ou non le programme continuera.

En cas de poursuite du programme, une évaluation finale sera réalisée pour apprécier et capitaliser les acquis-résultats, tirer les leçons et se profiler en termes de perspectives.